

# Bulletin européen

TRIBUNE LIBRE FONDÉE EN 1950 PAR J. CONSTANTIN DRAGAN

## EUROPE 1982: UNE ANNEE PERDUE?

de Manlio Contri

Le passage de la vieille année à la nouvelle est le moment traditionnel pour faire le bilan du passé et pour avancer des prévisions pour le futur.

Pour l'Europe, l'année 1982 doit malheureusement être considérée comme négative, comme peut-être perdue et les prévisions pour 1983 ne sont certes pas encourageantes: une augmentation très modeste du produit national brut; 13 millions de chômeurs, plus de 11 pour cent de la population en mesure de travailler, encore de l'inflation et plus d'importations que d'exportations dans les échanges commerciaux internationaux. Mais ce qui est le plus préoccupant, en dehors de ces problèmes, que nous espérons, tout au moins, uniquement contingents, c'est la diminution de l'esprit européen, de l'idée qui devrait être l'élément propulseur de toutes les branches de l'activité communautaire.

La diminution de la confiance dans l'idée «Europe» est un héritage négatif de 1982, une année qui n'a marqué aucun progrès, mais une dangereuse stagnation.

Différents épisodes, bien qu'ils ne soient pas sensationnels, ont démontré que la solidarité et la compréhension entre les partenaires européens ont été sacrifiées en faveur de modestes, pour ne pas dire souvent mesquins, égoïsmes nationaux. Que dire de la petite guerre du vin entre l'Italie et la France, qui a dégénéré en bagarres sur les routes ou de la contribution financière britannique à la Communauté? On peut affirmer que le seul épisode positif de solidarité, mais nous passons ici dans le domaine politique, a été celui qui s'est manifesté lors du conflit des Malouines. Le soutien de la Communauté a été immédiat et apporté sans trop s'attarder aux détails. Même si l'Italie a été contrainte, par la suite,

de revoir son comportement et de le regretter immédiatement après avoir assumé une position moins dure vis-à-vis de la dictature de Buenos-Ayres, lorsque les révélations retentissantes sur les «desaparacidos» ont démontré l'imprudence et la désinformation des gouvernants de Rome.

Solidarité qui n'a toutefois pas été reconnue par la Grande-Bretagne, et c'est là un des éléments les plus négatifs du bilan de l'année 1982. Les Européens avaient espéré que l'entrée de la Grande-Bretagne au sein de la Communauté aurait accéléré le processus de «continentalisation» de la nouvelle associée et, par suite, son intégration communautaire.

Bien au contraire, l'île a continué à rester une île et ses habitants, déçus dans leurs attentes que l'adhésion à la Communauté aurait agi comme une baguette magique sur leur situation économique, semblent ne pas réussir à se rendre compte combien la crise mondiale a contribué à rendre vaines leurs espérances. Ils rejettent, donc, tout leur ressentiment injuste sur la Cee et obligent leurs partenaires à de continuelles marathons pour «renégocier» la contribution qu'ils doivent verser dans les caisses de la Communauté.

Et que dire de la position de la France dans la Communauté? Dans quelques pays, le changement radical de la classe politique semble ne pas avoir de répercussions sur quelques comportements en politique étrangère; le passage de l'ère et de la classe dirigeante giscardienne à celle, diamétralement opposée, de Mitterrand, n'a servi à rien.

Les faiblesses et les nostalgies pour la «grandeur» de mémoire gaulliste sont restées et Paris est toujours jaloux de ses précieuses prérogatives nationales, entravant ainsi les perspectives d'un renforcement politique de la Communauté.

Et l'Allemagne fédérale? Elle est dominée, pour l'instant, par l'immobilisme. Il y a quelques mois de cela, les nuages sur les perspectives politiques communautaires s'étaient éloignés à la suite d'une initiative d'une relance politique de l'idée Europe prise par Genscher, de concert avec l'Italien Colombo. Puis tout s'est arrêté à la suite de la crise gouvernementale à Bonn, crise qui

fait indirectement du tort, également, à l'activité européenne, car depuis le 1<sup>er</sup> janvier de cette année, l'Allemagne fédérale a assumé la présidence, à son tour, de la Communauté européenne; et les incertitudes des événements à Bonn se répercutent sur toute l'activité communautaire. Les élections générales de mars pourraient comporter à Bonn des alternances et des éclaircissements. Le parti libéral, dont Genscher est un représentant influent, pourrait même disparaître de la scène politique de Rfa; auquel cas, Bonn devrait procéder à la désignation de son nouveau candidat à la présidence de la Communauté. L'immobilisme se prolongera donc jusqu'au printemps; et le printemps signifiera peut-être, des élections en Italie également.

C'est une perspective qui n'est certainement pas encourageante dans son ensemble. Surtout parce que pèsent sur la Communauté les graves problèmes de la confrontation en cours entre les deux grandes puissances mondiales entre lesquelles l'Europe est compressée.

On remarque certains signes de détente entre les Etats-Unis et l'Europe. Les dangers d'une guerre commerciale ont diminué; a diminué la tension pour le gazoduc sibérien, après la décision de Reagan de révoquer l'embargo technologique. Une victoire européenne et une démonstration que si l'on fait la grosse voix, on peut résister même aux puissants amis. Sur le dollar, également, les Etats-Unis ont dû faire marche arrière.

Il n'est pas encore bien clair si cela est dû à une décision de Washington de diminuer les taux élevés d'intérêts. Il est peut-être plus probable qu'il s'agisse d'une conséquence de ces phénomènes imprévisibles qui échappent à ceux qui pensent pouvoir gouverner l'économie.

A l'Est, à l'autre pôle mondial, tout doit être étudié et l'après-Brejnev doit être défini. Au Kremlin, le poste le plus important est encore vacant, même si tout laisse prévoir que ce sera Andropov, le tout-puissant secrétaire du parti, qui l'occupera. Le confirmerait la désignation en qualité de bras droit, d'un autre personnage puissant et fiable, tel que le chef du Kgb. Même si ce dernier choix pourrait être un indice qu'il existe encore des difficultés et des obstacles à

surmonter dans cette planète énigmatique et indéchiffrable qu'est le monde politique de l'Union soviétique. Mais quel que soit l'organigramme définitif qui sortira des différentes manoeuvres de pouvoir au sein du Pcus, il est évident que ce sera Andropov l'homme avec lequel l'Europe devra traiter ou qu'elle devra affronter.

L'Europe est-elle préparée au dialogue, à la négociation ou à l'affrontement? A l'état actuel des choses, il semblerait que non. Et pourtant les questions à discuter sont nombreuses: les dernières retouches au problème du gazoduc, le prix des fournitures de méthane, les garanties réciproques et, à ne pas oublier, le gros découvert des pays de l'Est vis-à-vis de l'Occident, qui a atteint des niveaux préoccupants, tandis que «le système socialiste» pousse vers la faillite l'économie du pays où il opère.

En ce qui concerne le gazoduc sibérien, l'Europe a gagné la partie avec Reagan; mais nous ignorons s'il a été suffisamment soupesé le danger que peut représenter, après la fin des travaux, la fermeture inopinée du robinet.

Avec le problème de l'Afghanistan, Andropov a fait un mauvais héritage dont il cherchera, probablement, à se débarrasser de la façon la moins déshonorante; mais la

Pologne reste un gros point d'interrogation et il ne faut guère se faire d'illusions sur ce problème en pensant que le talon de fer soviétique cessera d'écraser la liberté polonaise.

A l'aube de 1983, il est un devoir de se demander si l'Europe est préparée à affronter tous ces problèmes et, surtout, si les structures dont elle dispose sont appropriées aux manoeuvres indispensables de politique étrangère.

La structure de base de sa force politique devrait être constituée par le Parlement européen qui nous semble être un Parlement «à souveraineté extrêmement limitée».

Ce n'est certes pas l'organisme qu'entendaient réaliser les Européens appelés, pour la première fois, aux urnes en juin 1979.

Le plan Genscher-Colombo qui proposait un net renforcement des institutions européennes semble s'être dissous dans le brouillard et tous nos espoirs sont désormais tournés vers la décision autonome, prise par le Parlement lui-même, en juillet 1982, de se transformer en Assemblée constituante.

Notre espoir est peut-être faible, mais c'est toujours un espoir qui apporte de la lumière à cette aube de 1983.

M. C.

## EST-OUEST: TROISIEME EPISODE

de Sabino d'Acunto

*Il a été dit: «Dans ce moment difficile, tout est en jeu: même la liberté des pays membres de l'Union européenne qui semble d'être un navire à la merci d'une mer déchaînée qui divise l'Orient de l'Occident...» (R. Cestelli, «Europe 1984», dans le «Bulletin Européen» d'octobre 1982). Tout ceci est vrai.*

*Dès l'Antiquité, et sous la poussée de l'évolution et avec la multiplication de leurs propres exigences, les peuples ne trouvèrent rien de mieux que de tenter l'aventure en envahissant des terres nouvelles et en soumettant les populations indigènes. Ces expansions à des époques, sous des climats et des formes divers, se sont répétées d'innom-*

brables fois au cours de l'histoire humaine, avec des justifications qui n'ont pas toujours été acceptables et qui vont des nécessités historiques à la croissance civile de ces peuples.

Mais il existe un autre élément dont on n'a, cependant, jamais assez tenu compte: cet équilibre social jamais réalisé et sans lequel on ne peut pas faire l'histoire ou on la fait mal, on ne produit pas de civilisation et l'on atteint, encore moins, ce degré de sécurité interne qui est également un signe de grand prestige vis-à-vis de l'extérieur. Et tout ceci n'est pas seulement valable entre les individus et les sociétés d'une même nation, mais est tout aussi important dans les rapports entre les nations elles-mêmes. Sans cet équilibre social, les droits de l'homme n'ont plus aucun sens et tout ne devient qu'utopie et champ d'action du plus fort. C'est une histoire désormais vieille. Les luttes sociales au sein des nations et les aventures expansionnistes sont, sous divers aspects et avec diverses évaluations, la conséquence directe de cette absence d'équilibre social, absence qui porte fatalement à l'élimination de la liberté (lire dictature) ou à celle de l'ordre démocratique (lire anarchie). Jamais comme aujourd'hui ne se révèle exact ce qu'affirmait Rousseau dans son «*Contrat social*»: «L'homme le plus fort n'est jamais assez fort pour être toujours le maître, à moins qu'il ne transforme son pouvoir en droit et l'obéissance en devoir».

La civilisation européenne, tout en conservant sa suprématie dans le domaine de l'esprit, de la culture, de l'humanisme tout court, grâce surtout à la présence constante et soufferte d'un Christianisme gardien et défenseur de valeurs humaines irremplaçables et auxquelles on ne peut pas renoncer, a révélé une carence toujours croissante de critique sociologique entendue comme une analyse attentive et responsable de la société en dehors de toute influence capable d'en troubler la sérénité du jugement. Les nations européennes, tant dans leur organisation interne que dans les rapports réciproques, sauf de très rares cas, n'ont jamais su ou voulu établir l'équilibre nécessaire entre les droits de l'individu et ceux de la société. Tout ceci est amplement prouvé à travers les crises profondes et

déchirantes et, par la suite, par les changements socio-économico-politiques qui ont tourmenté les populations européennes; de la féodalité jusqu'aux empires du siècle dernier, avec les conséquences que nous connaissons tous et qui nous conditionnent encore actuellement.

Maîtresse et berceau de la civilisation chrétienne, l'Europe a donc toujours été, même dans les moments de puissance maximale de ses propres nations, la cible facile et attrayante pour les populations de l'Est, facilitées dans leur soif de conquêtes par la précarité des régimes internes due, justement, à cette absence d'équilibre social, garantie de stabilité et de force. L'Europe n'a jamais eu de raison de craindre des affronts en provenance de l'Ouest. Ceci est peut-être dû à cet obstacle naturel qu'est la mer qui, plus tard, non seulement ne fera plus peur aux populations de l'Est, mais leur permettra de l'utiliser comme la voie la plus expéditive pour leurs conquêtes.

On peut ainsi établir des temps dans l'action agressive des peuples de l'Est, en négligeant les incursions barbares qui se sont succédées après le démantèlement de l'empire romain.

Premier temps: début du VIII<sup>e</sup> siècle. Les Arabes de la dynastie des Omeyyades envahissent, à travers Gibraltar, l'Espagne et renforcent leur domination en Méditerranée. Ils franchissent les Pyrénées, mais Charles Martel les arrête à Poitiers en 732. Le reste de l'Europe chrétienne est sauvé. Les Maures ne vont pas au-delà de leur établissement en Espagne.

Deuxième temps: début du XIII<sup>e</sup> siècle. Les Mongols, après avoir conquis Moscou (1235) et Kiev (1240), envahissent la Bulgarie, la Hongrie, la Pologne, la Bohême. Après la bataille de Liegnitz (1241), ils se replient à la suite de la mort de leur Grand Khan Batu. Pour la deuxième fois, et pour une circonstance inattendue et imprévisible, l'Europe est sauvée. Entre-temps, à la fin du XV<sup>e</sup> siècle, l'émirat de Grenade, la dernière forteresse des Maures en Espagne, tombe en 1492 à la suite de l'action des souverains catholiques Ferdinand et

Isabelle de Castille, tandis que le calife Abdil, vaincu, se réfugie au Maroc. Après douze ans de luttes sanglantes, l'Europe occidentale se soustrait ainsi à cette épée de Damoclès, même si l'Europe de l'Est présente toujours le flanc à d'ultérieures invasions. En effet, Orkhan, fils d'Osman, de la dynastie des Otmans (d'où les Ottomans), porte les Turcs en Europe. Sous ses successeurs, tombent Adrianople et Kosovo (1389); sont défaits les Serbes et, avec eux, les Bulgares à Tarnovo et les Hongrois à Nicopolis (1396). En 1453, les Turcs sont maîtres de Constantinople et assiègent Belgrade (1456). Leur condottiere est Mehmet II. En 1480, ils assiègent Otrante. L'Adriatique devient une mer turque et Venise est menacée.

Au début du XVI<sup>e</sup> siècle, encore, les Turcs assiègent Vienne (1529): Soliman le Grand obtient la partie orientale de la Hongrie. Ce n'est que grâce à la bataille navale de Lépante (1571) que toute l'Europe chrétienne est sauvée.

Mais voici une nouvelle guerre avec l'Autriche (1593-1606) et ensuite la guerre dite des Uskoks (1615-1617), avec laquelle elle réussit à se libérer en Adriatique; celle de Candie (1645-1669) et encore celle de Morée (1685-1687) qui finit par des pactes entre les Turcs et Venise. La paix de Karlowitz (1699), celle de Passarowitz (1718) et, plus encore, la paix de Belgrade de 1739 éloignèrent, mais pas entièrement, le danger d'ultérieures invasions ottomanes en Europe. Puis, finalement le conflit de 1912, quand la Turquie - devant la coalition des Bulgares, des Monténégrins, des Serbes et des Grecs - perdit définitivement sa suprématie dans les Balkans.

Troisième temps: XX<sup>e</sup> siècle. Le 9 octobre 1944, au cours de l'ouragan du second conflit mondial, l'Europe de l'Est est cédée à l'Union soviétique. A partir de cette date, le troisième assaut de l'Est se manifeste, sur les plans politique et stratégique, par une série d'actions qui, avec un euphémisme fantaisiste, sont appelées «guerre froide». En voici les étapes. 1956: l'armée soviétique

réprime la révolte de Budapest pour arriver à ce qu'on a appelé le «dégel» (autre euphémisme) dans les rapports entre l'Est et l'Ouest. Avec Brejnev, la politique soviétique s'ouvre à la collaboration économique et militaire avec les pays du Tiers Monde, tandis qu'il évite d'intervenir directement dans le conflit du Viêt-nam. Lors de la guerre entre Israël et les pays arabes, l'Urss entre dans la Méditerranée. En 1968, l'Urss intervient militairement en Tchécoslovaquie et met en place ce qu'on a appelé «la souveraineté limitée» (autre euphémisme) pour justifier, également, ses ultérieures interventions qui ont porté, ces dernières années, à l'invasion de l'Afghanistan et, par procuration, à la répression en Pologne. Entre-temps, alors que sont pointés sur l'Occident, entre la mer Baltique et la mer Noire, les puissants missiles SS 20 soviétiques, les nœuds du Kremlin à l'égard de l'Ouest se multiplient: «non» à l'option zéro, «non» à l'installation des missiles de l'Otan, «non» au démantèlement des têtes nucléaires soviétiques.

Comment se terminera ce troisième temps du conflit désormais ouvert (y aura-t-il un nouvel euphémisme?) entre l'Ouest et l'Est, qui n'épargne même pas la figure du pape, pris dans le collimateur du terrorisme et soumis aux jugements extravagants de la presse de l'Est?

C'est la grande inconnue. D'autant plus effroyable que l'Europe ne restera qu'une Communauté, de nom, impuissante et indécise face au danger. Une Europe faite d'Etats qui ne sont pas en mesure encore de trouver, dans leur organisation intérieure, leur propre équilibre social. Elle ne pourra jamais briser, une fois pour toutes, cette répétition fatale, cyclique des phénomènes d'agression qui ont mis en évidence - toujours! - l'inexistence dans le vieux continent d'une volonté d'union efficace et décidée pour obtenir un équilibre souhaitable et nécessaire entre l'Est et l'Ouest. Equilibre qui ne pourra pas être rejoint s'il n'est pas précédé de l'équilibre interne de chaque Etat membre.

# Le point: UNE EUROPE PLUS UNIE ET PLUS GRANDE

de Mario Zagari

Harcelée par les événements internes et internationaux, l'opinion publique continue à accumuler, jour après jour, des expériences bouleversantes et des dilemmes obsédants, qui s'entassent les uns sur les autres, souvent sans résoudre des questions de la plus grande importance.

Pour ne rester que dans l'environnement européen, ou qui se rattache, tout au moins, à l'Europe, ce n'est que récemment qu'a été mis aux archives (les 3 et 4 décembre dernier) le Conseil des Dix à Copenhague et une autre confrontation significative qui a un lien avec la réunion qui s'est tenue au Danemark est déjà venue à échéance: je veux parler des discussions de Bruxelles entre la Commission de la C.e.e. et la délégation américaine, conduite par le Secrétaire d'Etat en personne, Shultz, concernant les rapports commerciaux entre l'Europe et les Etats-Unis.

Je me rends compte que le déroulement, presque parallèle, du Conseil de l'Atlantique, qui se trouve devoir affronter les problèmes inextricables d'un autre rapport fondamental entre l'Europe et les U.s.a., celui de la défense commune et des engagements, vieux et récents, qui se trouvent devant chacune des deux parties, finira par absorber la plus grande partie de l'attention. Je tiens toutefois à souligner que sur la table du contentieux euro-américain, les questions commerciales constituent, aujourd'hui, le sujet principal, et je ne crois

pas dire quelque chose d'étrange si j'affirme qu'en réalité elles ont une influence déterminante sur tout l'ensemble des relations entre les deux rives de l'Atlantique.

Je souhaite donc que les forces politiques italiennes réfléchissent également - sans négliger pour autant le problème fondamental de l'avenir stratégique de l'Europe - sur le futur commercial qui est en train de se décider.

Le point de référence de la question est la récente réunion ministérielle du G.a.t.t. à Genève, dont l'évolution a démontré que lorsqu'il s'agit des intérêts commerciaux - tout au moins ceux-là - il existe une certaine cohésion européenne. La volonté de résister à la pression américaine, particulièrement forte dans le secteur du commerce agricole, s'est manifestée, à cette occasion, avec une détermination suffisante.

Plus ambiguës, par contre, ont été les décisions européennes qui sont nées à la suite de la réunion du Conseil des Dix à Copenhague (dont nous avons déjà parlé): outre la volonté commune d'établir avec les Etats-Unis «des relations solides et de confiance réciproque», il n'a pas été dit grand-chose d'unitaire, car il s'est manifesté deux positions tactiques différentes: d'une part, la France, soutenue par la Grèce, encline à une confrontation commerciale avec les Américains, confrontation même résolue et, de l'autre, l'Allemagne fédérale qui, avec le

chancelier Kohl, est plus sensible, aujourd'hui, aux pressions de l'administration Reagan.

En vérité, les différences ne sont pas impossibles à surmonter, mais elles sont importantes, car leur ligne de séparation passe par ceux qui, comme les Allemands, ont tendance à globaliser le rapport Europe-U.s.a. en mélangeant les problèmes économiques et commerciaux avec ceux de la défense de l'Occident et ceux qui, comme les Français, tiennent, par contre, les questions bien séparées.

Pour sortir de ce dilemme, il me semble que la seule voie à suivre est de viser, avec le maximum de vigueur possible, à l'unité concrète de l'Europe, même si je me rends compte que l'art du compromis interne est tombé en désuétude parmi les membres de la Communauté. Une fois encore, le fait qu'il soit nécessaire, pour trouver le bout de l'écheveau unitaire, de miser sur la cohésion politique, alors que si on se laisse prendre la main par les égoïsmes privés, on court le risque de partir du bon pied, certes, mais d'arriver fort mal; comme cela est déjà arrivé d'autres fois.

L'Italie, en particulier, est intéressée à la réussite de cette tentative. Peu nombreux sont ceux qui ont remarqué - pour rester sur le terrain des intérêts les plus concrets - que si l'Europe ne réussit pas à répliquer ou, tout au moins, à se défendre d'une façon unitaire, sur le plan du marché agricole, contre les offensives des Etats-Unis, elle finira d'un côté par se trouver à devoir refinancer, pour la nième fois, les lacs de lait et les montagnes de beurre produits par les pays du Centre-Nord et, de l'autre, par abandonner, dans les mains des commerçants d'outre-Atlantique, le marché malade des produits méditerranéens. Cette fois-là, non seulement les pamplemousses israéliens et les mandarines marocaines envahiront nos marchés, mais également les produits californiens avec, comme conséquence, la ruine définitive d'une branche essentielle pour l'économie de l'Europe méridionale et du *Mezzogiorno* italien, en particulier.

Il existe donc un *primum* d'image

unitaire que l'Europe ne peut pas ignorer et que l'Europe du Sud, en particulier, ne peut pas ignorer. Mais en parlant de l'Europe du Sud, il est inévitable de parler, également, d'une autre question qui a fatalement un lien avec le sud de l'Europe et qui est ressortie lors du Conseil des Dix à Copenhague comme une île volcanique, prête à sombrer, une fois encore, dans les abîmes de l'oubli.

Je veux parler de l'adhésion de l'Espagne et du Portugal à la Communauté qui a été partiellement affrontée avec l'engagement d'entamer, dans l'espace de quelques mois, des négociations concrètes et spécifiques particulièrement épineuses, telles que celles des fruits et légumes et des matières grasses. Mais les Espagnols ont été particulièrement déçus, eux qui espéraient, après le tournant politique qui s'est effectué à Madrid et qui est extraordinairement important, que la question aurait été au moins affrontée sur le plan politique. Au contraire, alors que s'éloignaient les espoirs de voir l'Espagne entrer dans la Communauté - ou tout au moins d'y mettre un pied - d'ici à un an, aucune approche globale de la question n'a été tentée.

Et je dirais même plus. L'Italie qui, peu de temps encore, s'était démontrée le partisan le plus convaincu de l'adhésion de l'Espagne, car consciente de l'importance politique du problème, a cette fois atténué sa propre attitude, se laissant influencer par les préoccupations mercantiles. Je crois qu'il conviendra de donner un coup de volant et de revenir, tout au moins pour ce qui nous concerne nous, les Italiens, sur la vieille voie. Nous devons nous rendre compte que la seule façon de faire prévaloir, au sein de la Communauté, les intérêts de l'économie méditerranéenne, qu'elle soit agricole ou non, consiste à rendre plus fort et plus nombreux le front des pays du Sud. Ne commettons pas l'erreur de croire que nous pourrions résoudre tout seuls nos problèmes alors que dehors il existe des intérêts énormes de tout type. Rappelons-nous que ce n'est qu'en étant unie et politiquement homogène que l'Europe pourra se sauver; même devant les géants.

## To the representatives of the countries participating in the Conference on Security and Co-operation in Europe.

*The peoples of Europe are expecting that the post-Helsinki meetings on security and co-operation would settle practically and decisively the vital problems of the relations among the European states. One of these problems is concerning the guarantee of the right of each European country to live safely within its national frontiers sanctioned through international treaties.*

*The concern of the European political circles for finding viable solutions to that problem, as well as some states' worries caused by the lack of guarantee are fully justified.*

*The Final Act reiterated such principles as the inviolability of the existing frontiers and the non-interference in internal affairs. Although such stipulations were accepted by all European states, there were heard again and again voices which constantly and vehemently contested them. And the most powerful and insolent voice was that of the Hungarian irredentists.*

*It is a well-known fact that before the First World War the Hungarians tried to contest the right of the ethnics living in the Austrian-Hungarian empire to set up independent states or to join the countries they inherently belonged to. In the same time the Hungarians pursued a particularly harsh policy of denationalization and Magyarization of these ethnics. Romanians, Slovaks, Croats, Germans had badly to suffer because of the Hungarian provincial arrogance and chauvinism.*

*After the signing of the Paris peace treaties in 1920 the Hungarian irredentists started a furious campaign aiming to take hold of parts of Romania, Czechoslovakia and Yugoslavia. For that purpose they began to disregard the lessons of history and to violate the elementary rules of the conduct among the peoples, shamefully pretending that the Magyars in the newly constituted or unified states would have been subjected to alleged persecutions.*

*In 1940 Hungary joined the Nazi and fascist forces in Europe and together they wrenched off parts from the neighbouring countries. The terror the Hungarian authorities started thereafter, the genocide they carried out against the non-Magyar people were the main way in which they ruled the conquered territories.*

*At the end of the Second World War the normal situation was re-established in the zone. But now, 38 years later, the Magyars living in Hungary or in exile are again rising their voices claiming in the same impertinent manner as ever that the respective regions should be brought back to Hungary.*

*The arguments for re-opening this long ago closed file are either ridiculous or perfidious. There has been taken out of the rubbish heap of history the whole stock of faked historical «theories», as well as insolent untruths and slanders about other peoples, their aim being to cheat the world public opinion. All kinds of plots are feigned and «memorandums» and «appeals» are sent to western governments and to international organizations and meetings, in the hope to get more and more people to dance to the irredentist tune.*

*For the time being such «memorandums» and «appeals» have been met with applause only by some western papers which tried to make a shameful and irresponsible publicity on that matter, although fundamentally they represent a direct threat at the territorial integrity of sovereign states.*

*Who is upset by the existence of these independent and sovereign states? Could a small state as Hungary allow itself to raise territorial pretensions against its neighbours without the support of a great power? Could be let without support the states confronted with that continuously strengthening danger?*

*It is in the power of the authorized representatives of the European states gathered in Madrid to decide efficient measures for preventing the repeating of an evolution which runs the risk of endangering both the territorial integrity of some countries and Europe's and world peace.*

*It is highly necessary and fully possible still during the Madrid meeting to be decided the prohibition of any action and of any propaganda aiming explicitly or implicitly at the annexation of foreign territories.*

*Let be condemned and interdicted immediately and forever the agitations in any form carried out by the nationalist-irredentist Hungarians.*

*The peoples have the right to live in peace and understanding and they are expecting that their representatives will act correspondingly.*

## ROMANIAN MOVEMENT FOR EUROPE'S UNITY

### THE COMMITTEE FOR TRANSYLVANIA

Paris, february 1983

# MAGYAR REVISIONISM BETWEEN THE TWO WORLD WARS

The Magyar government, even though it signed and applied the provisions of the treaty of 4 June 1920, did not abandon its aspirations to reconstitute the kingdom of Saint Stephen. Encouraged by Mussolini's revisionism, Hungary concluded an alliance with Italy on 5 April 1927. Fascist Italy and Horthy's Hungary thus initiated officially their policy of revisionism directed against the member states of the Little Entente - Czechoslovakia, Yugoslavia, and Romania - and France. The promoters of Magyar revisionism, both within and outside of Hungary, were, in the words of R. W. Seton-

Watson, «oligarchs whose powers were based on great estates, entail and mortmain, open ballots, control of the press and restriction of association and assembly».<sup>1</sup>

In his lectures given in England, in November 1933, Count Bethlen Istvan, while recognizing the impossibility of annexing Transylvania to Hungary, still demanded its «autonomy» for no other purpose than to raise an apple of discord in Central Europe. All lectures and all revisionist propaganda contained not one argument which had not been presented by Hungary to, and rejected by, the 1920 Peace Conference. Horthy's

revisionism, as well as the actions of Nazi Germany and Fascist Italy, violated the Covenant of the League of Nations which required all member nations to respect the territorial integrity and current political independence of all members of the League.

In response to the Magyar revisionist campaign, which expressly revealed Hungary's desire to increase its territory at the expense of that of its neighbors, Nicolae Titulescu, Romania's foreign minister and twice president of the League of Nations, stated in Romania's Parliament, on 4 April 1934: «We have told Hungary repeatedly and we are telling her again today: a mutual understanding is in the general interests of the two countries. But an understanding becomes impossible if it raise the question of changing borders. Hungary knows just as well as I do that through its propaganda it will not be able to alter our borders by one square meter. Then why does she do it? The explanation is simple. The aim of revisionist manifestations is to demoralize the countries against which they are directed and to dangle before Hungarian public opinion uncertain hope of a justice. The question of the borders of Central Europe is a closed issue and not an issue which must be raised again. To any attempt to start anew we will answer: the issue has been settled».<sup>3</sup>

Fascism in Hungary became more pronounced during the regime of Fömbös Gyula (1932-1935). The withdrawal of Hitler's Germany from the Disarmament Conference and from the League of Nations in October 1933 marked the beginning of its expansionist policy. The muddy international situation resulting from Nazi Germany's denunciation of the Treaty of Locarno (7 March 1936) and reoccupation of the Saar region, the revisionist speech of Mussolini in

support of Horthy's Hungary delivered in Milano on 1 November 1936, the signing of the anti-Comintern pact by Germany and Japan, all influenced the internal and foreign policies of Horthy's Hungary. Through the annexation of Austria in March 1938 Germany became Hungary's neighbor. Admiral Horthy's pompous visit to Germany, in August 1937, led to the first concrete manifestations of Hungarian revisionism. The Munich Conference and Agreement (29-30 September 1938) whereby Czechoslovakia had to cede the Sudetenland to Germany were followed by the first arbitral award of Vienna of 2 November 1938 whereby Hungary occupied a territory of 12,000 square kilometers, inhabited by some 1,000,000 people, in southern Slovakia, Romania, faithful to its international agreements, opposed the dismemberment of Czechoslovakia. In October 1938, the Romanian government rejected the proposal of the Polish government that Romania participate in the territorial mutilation of Czechoslovakia and, at the same time, the government viewed with favor the possibility of allowing the Soviet airforce to fly over Romanian territory in order to assist Czechoslovakia. In March 1939, concurrently with the invasion of Czechoslovakia by Nazi forces, Hungary occupied another part of Slovakia.

On 11 April 1939, Horthy's Hungary withdrew from the League of Nations at a time when Magyar revisionism was the main German instrument for exerting pressure on Romania and Yugoslavia.

Cornelia Bodea and Virgil Căndea: *Transylvania in the History of the Romanians*, New York, 1982

1. R.W. Seton-Watson, *Treaty Revision and the Hungarian Frontiers*. London, 1934, p. 18.
2. Nicolae Titulescu, *Discursuri* (Speeches), Bucureşti, 1967, p. 409.
3. *Ibid.*, p. 417.

# ANNIVERSAIRE DU TRAITE FRANCO-ALLEMAND

L'amitié est un grand mot. Celui qui l'a trop souvent à la bouche éveille l'impression de vouloir décorer de belles paroles une réalité devenue trop laide. Les hommes politiques de la France et de la République fédérale d'Allemagne sont donc invité de ne pas abuser des formules incantatoires lors du dixièmes anniversaire du traité franco-allemand de coopération. L'«amitié franco-allemande», avec laquelle la génération d'après-guerre des deux pays a voulu extirper la légende de l'«ennemi héréditaire», est aujourd'hui une chose allant de soi.

Le traité franco-allemand marque la fin d'une époque. Pour Konrad Adenauer et Charles de Gaulle il s'agissait de sceller par un traité et par une accolade la réconciliation devenue indispensable sur le plan politique. Les sentiments y jouaient un grand rôle; il faut admettre qu'il importait de déblayer un monceau de préjugés, de susceptibilités et d'erreurs s'élevant entre les deux peuples. Aujourd'hui, la réconciliation est une chose accomplie.

Les rapports franco-allemands n'ont plus un caractère spécial. Rien n'a causé plus de dommage à Bonn et à Paris que l'idée du général de Gaulle de créer des «rapports privilégiés» entre ces deux pays de la Communauté européenne. L'«axe Paris-Bonn», une sorte de directoire franco-allemand pour l'Europe, est restée une chimère parce qu'elle aurait représentée un lourd fardeau pour toutes les parties intéressées. Dix années plus tard, Georges Pompidou et Willy Brandt sont plus réalistes. D'un commun accord, le président français et le chancelier allemand ont transformé les rapports «privilégiés» en rapports «exemplaires» et ils

se sont ainsi rendus eux-mêmes un grand service. Les thèmes franco-allemands sont en même temps des thèmes européens. Tout ce qui figure à l'ordre du jour lors des rencontres entre le chancelier fédéral allemand et le chef d'Etat français, fait aussi l'objet de discussions avec le premier ministre britannique et est discuté chaque jour à Bruxelles. L'union politique, les rapports de l'Europe occidentale avec les Etats-Unis et avec l'Europe de l'Est - ce sont des thèmes européens et les deux pays voisins le savent bien.

Si l'on désire faire l'éloge de ce traité il conviendrait plutôt de souligner le parallélisme des intérêts de la France et de la République fédérale. En dépit des divergences qui existent dans les mentalités et dans les formes d'organisation politiques et sociales, les problèmes intérieurs sont les mêmes, même si les solutions adoptées sont souvent bien différentes. En politique étrangère, les intérêts des deux pays sont les mêmes. La politique de détente ne peut être réalisée qu'en commun.

La coopération franco-allemande, qui fait partie intégrante de la coopération européenne a progressé plus rapidement qu'on ne le croit communément. La stabilité, l'union économique et monétaire, l'union sociale et, finalement, l'union politique progressive seront couronnées de succès à moins que l'on ne préfère se jeter en commun dans l'abîme.

Le parallélisme des intérêts n'exclut pas les divergences, et elles sont parfois de taille. La tentative de la France de se servir du traité franco-allemand pour desserrer les liens entre la République fédérale et les

Etats-Unis a échoué en 1963, comme elle ne peut qu'échouer aujourd'hui, même si elle se manifeste de façon plus discrète. La progression indéfiniment plus lente de la France sur le chemin de la démocratisation au sein de la Communauté et de la limitation des souverainetés nationales mettra encore bien souvent à l'épreuve la patience des Allemands.

En jetant un regard sur le traité franco-allemand nous jetons un regard en arrière. Mais, selon les propos Walter Scheel, ce traité peut aussi servir d'exemple et trouver

des imitateurs en Europe. C'est peut-être la régularité des consultations franco-allemandes prévues par ce traité qui a empêché ces deux pays d'interrompre leur dialogue pendant les difficiles années 60. Aujourd'hui, on pourrait chanter la gloire de ce traité en affirmant qu'au fond il n'est plus nécessaire. Pour un traité c'est un compliment.

(H. Kepper, dans Frankfurter Rundschau, 22 janvier 1973)

# LE JAPON ENTRE L'EUROPE ET LES ETATS-UNIS

Ph. de Norman d'Audenhove

Dîner-débat organisé par le Chapitre français de l'Association des anciens stagiaires avec la participation de: - Reinhard Drifte, Institut Universitaire des Hautes Etudes Internationales (Genève) - Gérard Lohan, Commission des Communautés Européennes (Bruxelles) - Yoshita Kawamura, Délégation japonaise auprès des Communautés Européennes (Bruxelles) - Thomas Richard Nowak, Ambassade des Etats-Unis (Paris) - Paul Golunski, Harvard - Centre Européen - Pierre Martin, Chargé par la CEE du programme de développement des exportations vers le Japon, chargé de mission à l'INSEAD - François Missoffe, Ancien Ambassadeur de France à Tokyo.

Ils étaient 90 - peut-être 100 - à se presser dans les salons prestigieux de la Maison de l'Europe, à Paris. L'hôtel de Coulanges - qui, avec Madame de Sévigné évoque l'une des gloires de la littérature française - offrait au Chapitre français de l'Association la quiétude de son foyer et de ses salons pour analyser, entre le fromage et la poire, la place du «Japon entre l'Europe et les Etats-Unis».

Les experts étaient de taille et l'actualité apportait son lot de plaintes formulées au GATT, de projets de visites présidentielles aux Etats-Unis et au Japon. Tout se conjugua donc pour faire de cette soirée une réelle réussite.

Trois heures n'ont guère permis de faire le point tant il y avait à débattre. Le Japon, le Pacifique: une région de poussée commerciale et d'agressivité économique qui irritent

parce qu'elles indisposent. Chacun prétend connaître cette région mais nul ne fait l'effort de la comprendre. Chacun se plaît de la critiquer mais nul ne pense à l'analyser. Amalgame d'a priori et d'autosatisfaction chronique, le jugement de l'Européen sur le monde asiatique est teinté d'hypocrisie.

«Marquée par cent cinquante ans d'ouverture quasi exclusive sur l'Afrique» devait souligner M. François Missoffe, Ancien Ambassadeur de France à Tokyo, «l'Europe découvre à peine la politique du bassin Pacifique». Et nous sommes encore loin d'en maîtriser toutes les données.

Aujourd'hui la pénétration commerciale japonaise nous frappe de plein fouet. Nous en découvrons ses dures réalités: et pourtant voilà près de dix ans que la couleur nous avait été annoncée. Par manque de stratégie et de réalisme économique, les pays occidentaux ont péché par aveuglement et par superficialité de jugements. Les «copieurs» et les «gestionnaires du gadget» étaient en fait marqués par le culte de la vulnérabilité et de la vénération inconditionnelle à la nation japonaise. Ils ont pris ce que nous offrons: ils en ont tiré la quintessence et l'ont parachevée. Nation et entreprises nipponnes ont ainsi mieux que quiconque surmonté les diverses crises de cette décennie: c'était pour chaque Japonais le même combat.

Aujourd'hui on craint plus qu'on agit. Faut-il politiser ce conflit en poussant nos interlocuteurs à participer davantage et à partager - financièrement et militairement - les responsabilités internationales? (Comme le préconisait M. Reinhard Drifte). Faut-il davantage miser sur la complémentarité et la coopération industrielle dans certains secteurs? (Comme le défendait M. Gérard Lohan.) Ou tout simplement, dans un premier temps, faire notre propre acte de contribution et tirer les leçons de nos choix de société, c'est-à-dire une société de loisirs marqués par la réitération des conflits sociaux contrastant avec une société japonaise misant sur la productivité et caractérisée par une paix et une stabilité sociale? (Ce que présentait M. Pierre Martin). De toute évidence, chacun apportait au débat une part de réponse. Car, parler de libre échangeisme, c'est présupposer le principe de l'égalité potentielle et de la similitude des données en présence (on ne peut comparer que ce qui est comparable!). Accepter les lois de la libre concurrence, c'est reconnaître implicitement le risque d'une prédominance naturelle du plus fort sur le moins puissant ou sur le plus faible.

Nous en étions là, en fin de discussions. De toute évidence, le sujet était loin d'être épuisé.

## EUROPE DANS L'ART

*Zeus l'aperçut cueillant des fleurs avec ses compagnes dans les campagnes de Tyr ou de Sidon, près de la mer, et il s'enflamma pour elle. Il se transforma en jeune taureau et s'approcha joyeusement de la jeune fille pour s'allonger à ses pieds. Très belle, mais également très courageuse, Europe monta sur la croupe de l'admirable animal et voulut exhorter quelques-unes de ses compagnes à*

*l'imiter; mais dès que le taureau sentit sur son dos la merveilleuse jeune fille, il se dressa sur ses pattes et se jeta résolument dans les flots. Grande fut la frayeur d'Europe et de ses compagnes; mais le taureau continua imperturbable, tandis que Poséidon calma les flots devant son frère majeur et un cortège, dont faisaient partie les Tritons et les Néréides, et Aphrodite en*

personne les accompagna.

Zeus réconforta la jeune fille et, après l'avoir transportée en Crète, il s'unit à elle près d'une source, sous les platanes, aux environs de Gortyne ou dans l'ancre Dyptée que les Heures ont transformé en chambre nuptiale.

De Zeus et d'Europe naquirent Minos et Radamante ou, selon d'autres sources, Minos, Radamante et Sarpédon. Une légende moins commune ajoute encore Kharno, le préféré d'Apollon.

Avant de s'en retourner à l'Olympe, Zeus offre Europe à Talos, l'homme de bronze et, en outre, un chien auquel n'échappe aucune proie et un javelot qui ne rate jamais sa cible. Europe devient ensuite la femme du roi crétois Astérie ou Astérion qui, privé d'enfants, adopta les trois enfants d'Europe. Après sa mort, elle reçut les honneurs divins.

Le Taureau qui enlève Europe est généralement considéré comme une transformation de Zeus lui-même; quelques variantes voient en lui le taureau de Crète envoyé par Zeus ou, alors, un taureau avec un

esprit humain envoyé par Poséidon pour faire plaisir à son frère. L'art figuratif s'empara de la légende d'Europe et en fit souvent l'objet de ses propres représentations.

1. S'y réfère, justement, une belle mosaïque provenant de Palestrina et actuellement au palais Barberini à Rome.
2. Un intéressant groupe de marbre du Vatican représente Europe sur le taureau; mais il faut peut-être voir dans ce groupe, Artémis qui lie le taureau.
3. Sur les monnaies, on trouve Europe assise au milieu des branches du platane dans une pose triste et pensive.
4. A côté d'Europe, on trouve parfois sur les pièces de monnaie un aigle ou une tête de taureau, tandis que l'autre face représente le taureau en entier.
5. Le peintre de la Renaissance, Paolo Veronese, lui aussi, consacra une fresque à l'enlèvement d'Europe; elle est conservée dans le Palazzo Ducale de Venise. Avec cette oeuvre, véritable étalage d'art décoratif, le peintre avec des transparences fines anticipe Watteau.



L'enlèvement d'Europe. Europe, fille de Phoenix et de Périclès ou de Cassiopée ou de Téléphassa ou de Téléphe, ou bien d'Agénor et de Téléphassa ou de Téléphe ou d'Argyope.

# Civilisation et Barbarie

## DE LA SUPREMATIE CIVILE ET MORALE DES EUROPEENS

de Riccardo Scarpa

Si l'on examine l'état actuel de l'Europe, il convient de ne pas oublier le climat moral particulier qui intéresse l'ensemble civique et, par suite, la société gouvernementale elle-même. La civilisation européenne s'est étendue au cours des siècles passés dans notre continent, et même dans les autres, pour s'infiltrer dans le globe terraque. Le mode de production industrielle, les doctrines politiques, les coutumes sociales qui animent le monde au XX<sup>e</sup> siècle sont nés en Europe. Ceci a incontestablement conduit à un affinement graduel des us et coutumes des peuples qui bien que certainement divisés en différents systèmes politiques, du type libéral ou socialiste, n'en ont pas moins adopté, les premiers dans la substance, les seconds dans les formes verbales, les principes de liberté et de respect pour la dignité humaine, principes nés sur le sol européen.

### SENTIMENT INJUSTE DE CULPABILITE

Et pourtant, la majeure partie de l'esprit public européen semble loin d'être satisfait de tout ce qu'il a produit dans le monde. Nombreux sont ceux qui voient cette expansion de la culture européenne comme un colonialisme et blâment leurs ancêtres qui auraient imposé au *bon sauvage* des coutumes sociales qui lui étaient inconnues, lui infligeant ainsi une violence.

Pour celui qui a un minimum de sens historique, ces opinions sembleraient plus amusantes que le fait de ne pas «marcher à quatre pattes», ne serait-ce que pour adopter la même expression que celle utilisée par Voltaire lorsqu'il commenta les théories de Rousseau.

En effet, si l'on réfléchit bien, les usages du *bon sauvage* étaient le cannibalisme et le génocide des tribus vaincues ou leur réduction à l'état d'esclavage. Que l'on pense aux Indios pour qui on a montré tant de commisération, opprimés par les conquérants hispaniques. Leurs antiques empires étaient des tyrannies absolues, où l'empereur avait droit de vie et de mort. Leur religion, tellement chantée, fit usage, dans ses rites, du sacrifice humain.

Pour se débarrasser de tout sentiment de culpabilité, l'Européen devrait réfléchir à ce qui se passe chaque fois que les gens d'autres continents cherchent à se débarrasser de la culture qu'il leur a donnée. Il obtiendra le respect pour les droits humains tant vantés par Idi Amin, lui qui conservait jalousement dans son réfrigérateur ses adversaires politiques; les propos délirants du colonel (par autopromotion) biblique Kadhafi; les règles démocratiques parfaites de la république islamique iranienne, où chacun peut exprimer librement ses propres aspirations à condition qu'elles coïncident avec le Coran.

### L'HUMANITE DE LA CULTURE EUROPEENNE

La facilité avec laquelle la culture de l'Europe s'est imposée dans les autres continents est due à son grand *humanisme pragmatique* de fond. Elle cherche, en effet, à correspondre aux exigences réelles de l'homme d'une façon concrète et non abstraite. Non seulement elle théorise la liberté humaine, mais elle la rend praticable avec le système de garantie juridictionnelle de l'individu contre les arrogances de tiers

personnes; elle rend possible le contrôle populaire sur le pouvoir souverain à travers le caractère concret de ses propres mécanismes parlementaires. Elle a porté, dans les autres continents, la civilisation des machines qui a soulevé l'homme des tâches les plus répétitives et abjectes. Enfin, elle soigne la santé de l'homme avec les oeuvres hospitalières, une autre belle création

européenne.

Il suffit que l'Européen pense à tout ceci et il se libérera du sentiment de culpabilité qu'il ressent à l'égard du *bon sauvage*; il sera conscient de la supériorité réelle de sa propre civilisation, la seule qui soit digne de diriger le monde.

R. S.

# L'IDEAL DE LA PAIX PAR EDUCATION

de Stefan T. Eşanu

A elle seule, *l'éducation* constitue le facteur le plus puissant pour moraliser la vie internationale. La jeunesse qui, actuellement, fréquente nos écoles ne sait rien de la guerre. Nous serons coupable, si nous la laissons se développer dans l'indifférence du coeur et dans l'ignorance et de ce que signifie le mot guerre et de ce qu'il faut faire pour empêcher la guerre. Décidons plutôt, nous les éducateurs, que cette jeunesse grandira dans la connaissance de ce qui est désirable au point de vue des relations internationales et qu'elle saura mettre en pratique cette connaissance. *La Société des Nations* d'autrefois, n'est point née du jour au lendemain. Un long travail d'enfantement a précédé sa création et l'histoire même de ses origines se confond avec celles du *Droit des gens et de la Justice Internationale*. L'idée d'une Société des Nations est relativement toute moderne, et si, du jour où elle a germé, elle s'est développée, trois siècles ont néanmoins été nécessaires à sa complète évolution et seulement le plus terrible cataclysme (la première guerre mondiale) qui s'abattit jamais sur l'humanité précipita seul sa réalisation. Les groupements internationaux remontent certes jusqu'aux premiers âges des peuples civilisés. Les premiers sont les *Amphictyonies* dont les attributions étaient surtout religieuses, mais qui réussirent assez

souvent à atténuer l'horreur des guerres, en maintenant une trêve sacrée durant le temps des cérémonies solennelles.

A coté de ces Amphictyonies se fondèrent aussi *des ligues* d'un caractère plus politique, qui permirent aux Grecs de résister à plusieurs reprises à l'invasion étrangère. Malheureusement les notions de droit et de Justice étaient encore trop confuses et ces ligues eurent le plus souvent le sort de banales coalitions.

Avec la domination romaine, l'idée d'une solidarité internationale s'évanouit pour longtemps. La force seule était la base de la légendaire «pax romana», et l'on sait ce que de tels Maîtres, uniquement préoccupés de *diviser et opprimer*, faisaient de l'indépendance de leurs adversaires. Cet immense empire tomba lui-même en lambeaux sous les coups des peuples barbares.

Au cours des siècles les hommes éclairés, progressistes, ont cherché divers moyens pour garder la paix. Tel sont, en 1550, un dominicain, Francisco de Victoria, qui proteste contre la guerre faite aux infidèles au nom de la religion et contre les abominations de toutes les guerres, dans une dissertation «du Droit de la guerre». En 1590, l'idée de l'arbitrage universel est formulée pour la première fois dans un traité

d'Emineric Crucé. Mais c'est surtout le Hollandais Groot (Grotius) qui, en pleine guerre de Trente ans, fonda véritablement le *Droit des gens* dans son traité «de la Guerre et de la Paix» (*De jure belli ac pacis*, 1625).

On ne doit pas oublier le savant pédagogue tchèque Jan Amos Komenský (Comenius), un apôtre de la paix, qui a écrit *Angelus Pacis*. Les causes des guerres d'après Comenius sont l'arrogance, la furie, l'avidité et autres maladies de l'âme. Plus tard, la Révolution française proclame les *Droits de l'Homme et du Citoyen*. Elle entraîna une longue série de guerres, mais ces guerres lui furent imposées, et se firent toutes au cri de «Paix aux peuples, guerre aux tyrans». Les plus grands hommes font alors entendre, soit par la parole, soit par leurs écrits, *d'éloquents appels* en faveur de la paix universelle: Le Français Condorcet, les Allemands Herder et Kant, l'Anglais Bentham.

Le Président Wilson dans son message au Sénat américain (8 janvier 1918) énonce aux Etats belligérants *quatorze propositions* comme suprême condition d'une paix juste, la création d'une Société des Nations «ayant pour objet de fournir des garanties réciproques d'indépendance à tous les Etats, petits ou grands»<sup>1</sup>. En 1918, Henri-Demont présente aux Alliés à Versailles le plan: «Pour supprimer ce crime: La Guerre».

Les progrès de la science sont aujourd'hui immenses. Mais toutes les inventions sont-elles réellement utiles? Où mène tout ceci? Qui pourrait répondre à toutes ces questions? Dans les temps critiques que nous traversons, on peut se demander si la poursuite de la science pure comme, par exemple, l'invention des bombes atomiques et nucléaires n'est pas un danger? *Vouloir accroître la richesse*, c'est pouvoir répandre les joies de la culture. Et qu'est-ce que la culture sinon les résultats du travail scientifique utiles, et littéraire? La domination croissante de l'homme sur les forces de la Nature a inspiré au XIX-ème siècle, au célèbre méthaphysicien allemand Edouard von Hartmann, le monstrueux espoir que l'humanité concentrera un jour entre ses mains une pareille force de frappe, qu'elle sera capable de détruire complètement l'univers.

Que faudra-t-il faire alors pour empêcher cette possibilité? Car la force brutale ne pourra plus intervenir et il ne nous restera plus que la *force morale*. Mais à condition qu'elle soit organisée et dirigée par l'état, sinon sur le plan international. Pour éviter un conflit, qui mènerait à un cataclysme universel, nous avons besoin d'éducateurs qui tendent à former des caractères. Nous exigeons des écoles qui puissent créer premièrement des caractères *et ensuite des professionnels*. C'est le caractère qui décide de la vie d'un individu. L'instruction doit former le caractère et le coeur. Voici les facteurs moraux, qui diminueraient considérablement les occasions d'un conflit, les motifs des conflits, si ces facteurs se généralisaient dans tous les pays du globe.

Tous les Etats du globe terrestre -grands et petits - luttent pour la paix. Mais, la grande charge pour garder la paix, ils l'ont les grands Etats. Tous, également, ils veulent la paix. Pour réaliser et maintenir la paix, il est besoin de sincérité, non pas de vanité. Il est besoin d'éducation, de moeurs douces, de caractère et non pas de protecteurs qui souvent poursuivent des avantages économiques. *On veut une paix sincère?* Alors, non pas de belles paroles, mais passer aux actes concrets et qui apporteraient la paix beaucoup désirée. Et comme *les faits ont plus de valeur que les mots*, les faits doivent être conformes aux théories et les masses populaires seront gagnées par ceux qui s'intéresseront de près à leurs vies et à leurs peines, car si le contact permanent n'existe pas, comment pourrait-on alors donner le salutaire exemple dont le peuple a besoin?

L'un des moyens les plus efficaces pour l'éducation sont les femmes. *Les femmes* ont dirigé l'attention de l'opinion publique vers la plupart des problèmes d'après dans la première guerre mondiale, et tous les grands groupements féminins ont mis dans leur programme, - *et généralement en bonne place*, - la paix internationale. Bien des femmes ont joué un rôle à Genève dans les questions internationales comme membres de leur délégation nationale. Les femmes sont plus nombreuses à user professionnellement de cet instrument de progrès qui s'appelle *l'éducation de la jeunesse*. En dehors de tout esprit de propagande, les femmes sont sur le

terrain pratique où le savant et l'éducateur peuvent heureusement collaborer. L'Association Internationale des Educateurs pour la Paix du Monde (I.A.E.W.P.) compte beaucoup d'éducateurs, et ils ont actuellement une plus belle tâche que jamais.

La période que nous vivons donne une importance nouvelle au problème de l'enseignement de l'histoire et ramène les esprits précisément à la conception de l'histoire universelle que Schiller exposait dans sa leçon inaugurale à l'Université de Jena en 1789. Nous demandons d'introduire l'histoire dans toutes les classes, dans toutes les écoles, et la Pédagogie, dans les dernières classes. On doit créer une Fédération internationale des professeurs d'histoire, pour échanger des informations relatives aux programmes et à l'organisation des établissements d'enseignement secondaire. L'Association Internationale des Educateurs pour la Paix du Monde (I.A.E.W.P.) a le but de servir la cause de l'éducation internationale pour l'idéal de la paix, de l'entraide par tous les moyens, et pour la collaboration intellectuelle internationale.

On ne doit oublier, que les litiges territoriaux, économiques, politiques, sont les causes principales de la guerre. Toutes ces causes sont, d'après Comenius, des maladies de l'âme. Elles peuvent être solutionnées par des moyens pacifiques, sous l'égide de l'O.N.U.

La politique des alliances isolées, d'autrefois, adoptée par les chefs d'Etats européens - par exemple la Triple-Alliance (de l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et l'Italie) et l'Entente cordiale (La Russie, la France et la Grande-Bretagne) - se pratique encore aujourd'hui. Mais cette politique ne semble guère se prêter à une entente plus vaste qui eût groupé tous les peuples en les soumettant à des règles communes. Peut-on attendre de ces alliances isolées la paix mondiale? Est-ce que tous les gouvernements

sont animés au même degré d'une sincère et durable volonté d'entente et de collaboration pacifique? Ils doivent premièrement préparer les esprits par l'éducation pour cet oeuvre. Nous avons signalé les causes des guerres... Pour réaliser la paix et garder la paix mondiale, il faut que l'idée de la paix passe du cerveau des hommes d'Etat, dans le coeur de la nation, et cet oeuvre on la ferait par l'éducation.

Pour cet idéal de la paix, pour cette mélodie divine qui traverse le monde, qui naîtra du rythme du grand travail commun, nous devons créer un office international pédagogique, et une Ecole pédagogique internationale, avec élèves et professeurs recrutés dans tous les pays du monde, où les jeunes entre 24 et 26 ans pourront suivre des cours pendant deux ans. Ecole capable de former une grande âme internationale.

La mise urgente en pratique de l'école pédagogique internationale améliorera sensiblement l'atmosphère politique internationale. Les monstruosité de la première guerre mondiale ont effrayé une grande partie de l'humanité. Mais les crimes commis par l'homme, devenu pendant la dernière guerre mondiale une bête sauvage, oblige le monde entier à réfléchir très sérieusement.

Voilà donc comment au XX-ème siècle persiste encore la cruelle morale: *Homo homini lupus*<sup>2</sup>.

Nous avons ici essayé de suggérer uniquement l'idée d'une Ecole pédagogique internationale, laissant la réalisation pratique aux soins d'une étude ultérieure. La jeune génération doit et peut jouer un rôle important et actif dans la consolidation de l'idée de paix. Et, comme nous avons dit, c'est à l'école que revient la mission de redresser et d'adoucir les moeurs, de former les caractères. Nulle part la nécessité de changer les directions et l'orientation ne s'impose d'une manière plus urgente, que dans les écoles.

*Pax luceat hominibus!*

1. Daniele Josephus, *The Life of Woodrow Wilson, 1856-1924*, London, 1924, p. 291-294. Pour les données relatives à la doctrine Wilsonienne voir:

Ray Stannard Baker, *Woodrow Wilson and World Settlement, Written from his unpublished and personal material*, I-III, New-York, 1922.

2. Plaut, *Asinaria*, II. 4. 88; Idée reprise et illustrée par Bacon et Hobbes.



## ACUERDO DE COOPERATION ENTRE EL CONSEJO DE EUROPA Y LA OFICINA DE EDUCACION IBERO-AMERICANA

El Consejo de Europa y la Oficina de Educación Ibero-Americana han concertado un acuerdo de cooperación, concretado en un canje de cartas realizado el martes 21 de diciembre a las 11 horas en las oficinas del Consejo de Europa en París; concurren en el acto el Sr. Gaetano Adinolfi, Secretario General Adjunto de la Organización de los «21» y D. Renan Flores Jaramillo, Secretario General Adjunto de la O.E.I.A.

La finalidad de dicho acuerdo es la de coordinar cierto número de actividades comunes de ambas organizaciones intergubernamentales en los ámbitos de la educación, de las ciencias, de la tecnología, de la cultura y de la información. Abarca, entre otros aspectos, intercambios de informaciones y de documentos sobre los trabajos de interés recíproco de una y otra organización así como cambios de impresiones y consultas mútuas sobre temas de interés común que puedan dar lugar a una cooperación efectiva.

El acuerdo entrará en vigor inmediatamente.

Creada en 1949, el mismo año que el Consejo de Europa, la O.E.I.A., que tiene su sede en Madrid y que agrupa a la mayor parte de los Estados latino-americanos, es un organismo intergubernamental empeñado en la aproximación de los pueblos de aquella parte de mundo por medio del fomento de una cooperación multilateral entre sus miembros en los ámbitos de su competencia.

Por su parte, el Consejo de Europa, con sede en Estrasburgo, tiene por objeto «lograr una unión más estrecha entre sus miembros a fin de salvaguardar y promover su progreso económico y social»; actúa en favor de la unificación europea mediante la cooperación intergubernamental de los «21» y más especialmente «por la concertación de acuerdos y la adopción de una acción común en los ámbitos económico, social, cultural, científico, jurídico y administrativo, así como mediante la salvaguardia y el fomento de los derechos humanos y de las libertades fundamentales».

Tanto la O.E.I.A. como el Consejo de Europa mantienen relaciones de cooperación con otras organizaciones internacionales. Hasta la fecha, el Consejo de Europa ha concertado acuerdos, entre otros, con la O.N.U., la UNESCO, la C.E.E., la O.C.D.E., etc. El acuerdo con la O.E.I.A. se adscribe dentro de esta misma perspectiva.

MOSCOU - 9 OCTOBRE 1944

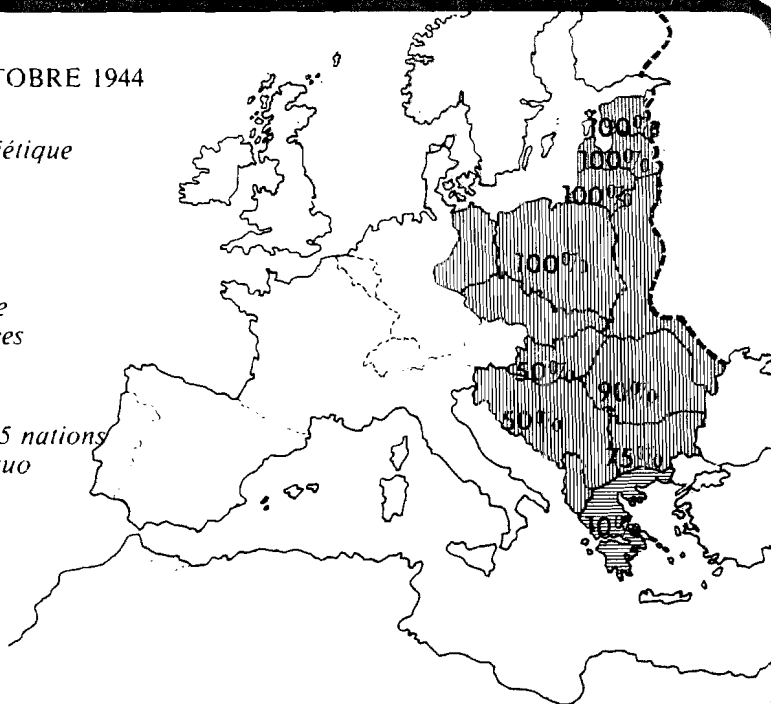
*Churchill  
cède à l'Union soviétique  
l'Europe de l'Est*

YALTA - 1945

*Confirmation du  
partage de l'Europe  
en zones d'influences*

HELSINKI - 1975

*La conférence de 35 nations  
réconnaît le statu quo  
créé à Yalta*



«Nous nous refusons d'admettre qu'il puisse exister des européens de catégorie A et d'autres de catégorie B».

*Bulletin Européen*

<i>M. Contri:</i> Europe 1982: une année perdue?	1
<i>S. d'Acunto:</i> Est-Ouest: troisième épisode	3
<i>M. Zagari:</i> Une Europe plus unie et plus grande	6
Magyar revisionism	8
Anniversaire du traité franco-allemand	11
<i>N. d'Audenhove:</i> Le Japon entre l'Europe et les Etats-Unis	12
Europe dans l'art	13
<i>R. Scarpa:</i> De la suprématie civile et morale des Européens	15
<i>S. T. Eşanu:</i> L'idéal de la paix par éducation	16
Documents du Conseil de l'Europe	19

*Bulletin Européen*

Rivista mensile - Spedizione in abbonamento postale gruppo terzo (70%)  
Edizioni Nagard Srl-Foro Traiano 1/A, Roma - Direttore responsabile: Sabino d'Acunto - Direzione e Redazione:  
Foro Traiano 1/A, Roma - telefoni: (06)679.77.85/678.09.48 - Registrazione Tribunale Roma n. 16966 del  
15.10.1977 (già n. 1861 del 15.2.1951) - «Centrostampa Nagard» Milano, Via Larga 11